Grande réunion le 23 novembre contre "Bienvenue en France" à l'ENS Paris

Ce vendredi 23 novembre avait lieu à l'ENS de Paris une grande réunion contre la hausse des frais de scolarité pour les étudiant-e-s étrangèr-e-s (hors-UE). La réunion était organisée par des étudiant-e-s étrangèr-e-s de l'ENS suite à l'annonce faite par Édouard Philippe le 19 novembre de son plan intitulé, comble d'hypocrisie, « Bienvenue en France ». Il s'agissait d'une des premières initiatives contre cette nouvelle contre-réforme : d'ores et déjà, une suite à la discussion est annoncée pour le lundi 26 à 19h à Jussieu, amphi 24. Une première grande manifestation est appelée pour le samedi 1er décembre.

La direction de l'ENS avait tout fait pour empêcher la tenue de la réunion, puis pour en limiter la portée. Un dispositif de sécurité démesuré avait été mis en place. Dans ces conditions, seules 250 personnes environ ont pu participer à la réunion ; les autres se sont réunies, qui devant l'ENS, qui sur la place de la Sorbonne, pour débattre et s'organiser. Le directeur de l'ENS, Marc Mézard, n'en a pas moins tenu à ouvrir la réunion par des mots de « bienvenue » - alors qu'on a appris cette semaine par les dossiers MacronLeaks qu'il a participé à l'élaboration des réformes universitaires de Macron. Interpellé par les étudiant-e-s pour prendre position par rapport à « Bienvenue en France, il s'est défilé sans demander son reste.

Des étudiant-e-s de différentes universités de région parisienne, notamment Sorbonne Universités (anciennement P4 et P6), Paris 1 et Paris 8, ainsi que d'écoles comme les Beaux-Arts et Polytechnique, et de collectifs comme l'Union des étudiants algériens en France ou un collectif d'étudiants turcs, ont pris la parole pour dénoncer le caractère discriminatoire et contre-productif de cette hausse des frais. Des chercheur-e-s, notamment du collectif ACIDES, sont intervenus pour les soutenir et ont confirmé leurs analyses.

Les étudiant-e-s ont également dénoncé la menace qu'une telle hausse ferait peser sur les étudiants provenant de l'Union européenne : ce serait en effet la porte ouverte à une hausse progressive des frais, qui pourrait plonger les jeunes et leurs familles dans l'endettement. Il a été noté que la hausse des frais de scolarité n'était pas un moyen d'améliorer la qualité de l'enseignement, ce qu'il serait pourtant urgent de faire, mais qu'au contraire, en privant les universités des expériences nombreuses qu'apportent les étudiant-e-s les plus pauvres, elle conduisait paradoxalement à un appauvrissement culturel.

Des personnalités politiques sont également intervenues à la mobilisation naissante. Raquel Garrido et Alexis Corbière (FI) ont rappelé que l'annonce du premier ministre, tout en s'inscrivant dans la continuité des réformes de l'Université par Sarkozy, Hollande puis Macron, arrive à point nommé pour détourner l'attention de la suppression de l'ISF et des attaques de « l'oligarchie ». Un jeune avocat intervenant pour le PCF a souligné l'importance de la solidarité entre étudiant-e-s français-e-s et étrangèr-e-s pour combattre la hausse des frais d'inscription.

Omar Slaouti du collectif Rosa Parks a rappelé que la loi ORE du gouvernement Macron a encore restreint l'accès des classes populaires à l'université, et que la lutte contre la hausse des frais doit être une lutte pour l'égalité des droits, qui comprend le droit de pouvoir étudier. Il a appelé le mouvement étudiant et le mouvement antiraciste à converger dans la rue le 1er décembre. À ce sujet, il sera intéressant de voir comment se positionnera la CGT, qui appelle également à une manifestation contre la vie chère le 1er décembre.

Arthur, étudiant de Paris 1 qui intervenait au nom du NPA Jeunes, a souligné qu'un mouvement d'ensemble des étudiant-e-s permettrait non seulement d'empêcher la hausse des frais de scolarité, mais également de remettre en cause le principe de sélection à l'entrée de l'université introduit par la loi ORE. Il a appelé à l'organisation d'assemblées générales étudiantes dans toutes les universités de France, pour organiser la mobilisation.

À ce stade, il faut espérer que la mobilisation s'amplifie dans le courant de la semaine prochaine, avec la mise en place de comités de mobilisation et d'assemblées générales qui élisent des délégués en vue d'une première coordination nationale des universités dès que possible. Les étudiant-e-s ont intérêt à discuter de leurs revendications pour se doter d'une plateforme unifiante, permettant d'élargir au maximum le mouvement. Il faut que leurs organisations s'unissent pour défendre ces revendications.

Alors que le mouvement des « gilets jaunes » continue à se renforcer, la situation est explosive. La convergence des étudiant-e-s et des salarié-e-s mobilisé-e-s peut mettre le feu aux poudres.

Lakhdar Bouazizi, le 25 novembre 2018